

Compte-rendu du CSE

L'heure du bilan pour le dernier CSE de l'année

La réunion de ce CSE de décembre s'est déroulée dans un climat beaucoup plus apaisé grâce à l'effort de l'ensemble des élus et de la direction sur la situation très dégradée à France 3 Côte d'Azur.

Sur beaucoup des points à l'ordre du jour néanmoins, la vision de la direction du réseau est apparue à vos élus SNJ assez éloignée de la réalité du terrain et du quotidien des salariés. [Lire ici notre liminaire « Objectif lunaire et au-delà » !](#)

Le directeur du réseau a tenu à dresser un bilan positif de l'année 2022 en reconnaissant que « beaucoup de choses restent à améliorer ». 2023 verra la présentation d'une nouvelle organisation du numérique, la poursuite de la coopération avec France Bleu « quand cela a du sens » et la poursuite des prises d'antennes thématiques et des retransmissions sportives. Philippe Martinetti affirme que son ambition est de « continuer avec humilité d'être à l'écoute de l'ensemble des personnels avec le souci de donner des perspectives »... nous saurons lui rappeler dans les mois qui viennent.

-
-
- **Au menu de ce CSE :**
- - Le point sur le projet Tempo ;
- - Bilan et perspectives du parc des caméras dans le réseau ;
- - Bilan mensuel santé et conditions de travail ;
- - Inquiétudes au service de la vidéographie de la Fabrique à Nancy ;
- - Bilan 2021 du Handicap ;
- - Le plan de formation pour 2023.
-
-

Tempo : réalité et temporalité

« Je ne vais pas vous apprendre ce que sera Tempo mais vous dire ce que nous avons fait depuis septembre ». C'est par ces mots que Sophie Guillin, en charge de l'équipe Tempo, a débuté.

23 stations visitées, 1500 personnes rencontrées par elle-même ou son équipe : voilà pour les chiffres. Des rencontres effectuées pour « prendre en compte la réalité du terrain et voir ce qu'il est possible de faire ou non », explique-t-elle.

En bref, évaluer la balance avantages/risques/dangers pour l'information régionale et les équipes.

Des conducteurs ont été réalisés ainsi qu'une maquette de 50 minutes. Le danger identifié par l'équipe Tempo est clairement « une dilution de l'offre régionale d'information ». Sur ce point, elle évoque un risque réel d'une dégradation de cette offre.

Première constatation : une tranche de 50 minutes semble « trop longue pour les téléspectateurs et très lourde pour les équipes ». Elle explique que les téléspectateurs sont en attente de lisibilité du conducteur. On se dirigerait donc vers un séquençage de la tranche.

Deuxième constatation : l'offre nationale doit être conçue de façon à enrichir l'offre régionale. Sophie Guillin parle de séquençement du déploiement de Tempo de façon à ne pas mettre les antennes en danger et l'information régionale en péril.

Le SNJ a quant à lui rappelé son opposition à la disparition des éditions nationales tout en défendant une vraie régionalisation avec des moyens alloués.

En tous cas, l'information-consultation du CSE central ne commencera pas avant mars. Et un point complet est prévu au CSE central des 14 et 15 décembre. •

Matériel de tournage dans le réseau : la mise au point nécessaire

Le parc de cameras du réseau évolue et se renouvelle au fil de l'eau pour le linéaire et le numérique, c'est ce qu'est venu nous dire le directeur de l'exploitation et des moyens du réseau France 3 Michael Friederich.

L'idée étant de rompre avec les anciennes méthodes de renouvellement de tout le parc en une fois tous les 10/15 ans. La nouvelle méthode consiste à faire évoluer une partie du parc avec des nouveaux outils de captation comme les grands capteurs, réclamés par le SNJ depuis plusieurs années.

Depuis 2 ans, 45 nouvelles camera 2/3 de pouce Sony Z280 avec liaison HF audio, 75 trépieds, 120 kits d'UTS/UTN et les derniers tant attendus 50 Sony alpha 7SIII ont été achetés. Ces grands capteurs sont en cours de

déploiement dans le réseau avec des formations qui débutent en cette fin d'année.

D'après la direction, tous ces achats « nécessitent la maîtrise quantitative de nos outils afin d'éviter l'explosion de nos charges d'immobilisation » ! Comprenez : le parc caméras n'est pas extensible et les nouveaux outils remplaceront les anciens au fur et à mesure. Ce n'est pas du plus.

Concernant les Sony 400, la direction nous affirme qu'elles peuvent être remplacées à l'identique selon les besoins des antennes, mais que la tendance coté utilisateurs est plutôt d'aller vers des caméras plus légères.

(suite en page suivante...)

Nous avons également demandé à la direction de relever la barrière virtuelle mais infranchissable de 500 euros qui n'est plus adaptée pour l'achat des petits matériels par les antennes. Il faut savoir que cette barrière de 500 euros n'est pas une obligation légale, mais uniquement un frein voulu par la direction pour limiter les achats en région.

Notre demande semble avoir été entendue et la direction va étudier la possibilité de relever ce montant...
A suivre.

Concernant les trépieds, nous avons souligné qu'il était urgent de renouveler les plus usés et que cela ne pouvait pas uniquement peser sur le budget annuel très serré des chefs de centre.

Afin d'évaluer ce changement de paradigme et l'impact sur les personnels, vos élus ont voté une résolution demandant à la direction l'ouverture d'une information-consultation des différentes instances représentatives. •

La Fabrique des absents

La Fabrique n'échappe pas à la règle : comme dans toute notre entreprise, l'absentéisme est à la hausse. Il est toutefois moins important que celui de FTV (7,48%). Mais avec un taux moyen d'absentéisme de 7,08%, il reste néanmoins largement supérieur à celui des entreprises en France (5,6%). Parmi le personnel le plus touché : les plus de 55 ans et les moins de 25 ans (à méditer). •

Des psychologues du travail remis en question

Les élus se sont rendu compte que les rapports d'intervention d'ACCA, le prestataire de psychologues du travail, dans les 7 antennes où ils sont intervenus ne leur étaient pas parvenus. Trois rapports ont finalement été remis par la direction : Toulouse, Rennes et Metz.

Des rapports de qualité discutable : schématiques, aux préconisations floues proposant encore des ateliers qui, par expérience, ne répondent pas aux besoins.

Globalement, les rapports sous-estiment la responsabilité de la direction dans le mal-être des salariés et apparaissent souvent partiels. La question de l'indépendance d'ACCA a été clairement posée mais aussi celle de l'utilité réelle de ces cabinets extérieurs. Un bilan de l'action de ce cabinet de psychologues est prévu dans quelques semaines. •

Service infographie de Nancy : état des lieux

Ce point sur le service vidéographie de Nancy a été mis à l'ordre du jour à la suite d'alertes de salariés, inquiets pour leur avenir. Yves Dumond, directeur de la Fabrique, est venu rassurer les troupes comme il l'avait fait à plusieurs reprises pour la Fabrique de Bordeaux... dont l'arrêt définitif a été annoncé il y a quelques semaines. Autant dire que vos élus sont extrêmement méfiants sur les affirmations « rassurantes » de la direction de la Fabrique.

Le service infographique de Nancy, qui faisait partie des fleurons français dans le domaine il y a encore quelques années, s'est appauvri en personnels petit à petit. Actuellement, il est composé de 5 infographistes sur place. 2 salariés précédemment à Nancy ont rejoint le service GTR (graphisme en temps réel) à Paris. L'un des graphistes d'excellence a quitté le service pour le privé mais continue de collaborer comme prestataire externe.

Cet éclatement de la structure a contribué à créer une inquiétude des personnels pour l'avenir du service.

La direction nous affirme que ces inquiétudes sont infondées. Elle nous confirme avoir un investissement matériel en cours de 200 000 euros sur le site correspondant à 11 postes de travail. Du personnel hautement qualifié est actuellement recherché pour compléter les effectifs car le carnet de commande est plein.

Nous serons vigilants pour que ce savoir-faire interne perdure et se renforce pour continuer à créer tous les magnifiques habillages, effets spéciaux et génériques que nous avons sur nos antennes. •

Bilan 2021 du handicap : peut mieux faire

En 2021, l'ensemble des organisations syndicales de France Télévisions ont signé un nouvel accord pour 3 ans, le quatrième. Et pourtant cette question importante ne trouve pas la place qu'elle devrait avoir dans nos antennes. La présentation même de ce bilan a été précipitée et une grande partie des données concerne l'ensemble du groupe France TV.

En 2021, le taux d'emploi (de travailleurs handicapés) était de 6,45% de l'effectif total du groupe, soit 209 personnes dans le réseau France 3. Ce sera le seul chiffre « réseau ». La direction prétend ne pas pouvoir extraire d'autres données du réseau. Pourtant ces chiffres étaient disponibles auparavant mais ils restent mystérieusement bloqués dans certains ordinateurs.

Cela ne contribue pas à faire avancer la prise de conscience du handicap... ni l'appropriation du nouvel accord par ceux qui sont censés l'appliquer. Certains salariés se voient demander des justificatifs... simplement pour obtenir une épaulière de caméra légère ! Il n'y a pas partout de suivi de la carrière des salariés reconnus travailleurs handicapés. Des dossiers de demande d'aménagement de poste qui prennent plus de 2 ans. Aucune donnée sur les aidants familiaux...

Pourtant à Paris, le pilotage social a mis en place une adresse mail et a lancé en novembre un questionnaire anonymisé (disponible jusqu'au 16 décembre).

La direction du réseau reconnaît qu'il faut qu'elle « *revoit sa copie* ». •

Plan de formation 2023 : du déjà vu mais un effort soutenu

7 659 000 euros : le budget central de formation pour 2023 est en augmentation. Mais il a parfois du mal à suivre l'évolution de l'entreprise sur les emplois dits « en tension ». Même si des parcours de formation, par exemple pour de nouvelles scriptes, ont été mis en place. Pour 2023 d'autres formations / reconversions sont budgétisées.

Sur les thématiques de formations proposées, rien de très nouveau. Celles qui concernent la santé et la sécurité sont à géométrie variable : on retrouve la conduite préventive par exemple ou l'habilitation électrique (qui cependant ne concerne pas les journalistes en BIP) mais beaucoup moins tous les sujets liés au risques psychosociaux.

Sur les formations thématiques, notamment pour les journalistes, les nouveaux enjeux environnementaux sont quasi absents des propositions.

Enfin, il existe en principe des plans de formation locaux par antenne... que les membres de la commission réclament sans beaucoup de succès. •



Prochain CSE : les 24, 25 et 26 janvier 2023.

L'équipe des élus du SNJ vous souhaite de très belles fêtes de Noël et vous donnent rendez-vous l'année prochaine !

Prenez soin de vous et de vos proches.

Hervé Colosio, Myriam Figureau, Vincent Habran et Zohra Hamdane